

Ces bagues seront utilisées pour justifier l'inscription des oiseaux capturés pendant la période d'approvisionnement autorisée pour l'année en question. L'inscription se fait dans l'inventaire des oiseaux de volière vivants imposé par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981.

Aux fins d'approvisionnement, seules des cages satisfaisant aux dispositions de l'article 6, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel précité peuvent être utilisées.

Les dispositions de l'article 6, § 2, du même arrêté, sont applicables aux oiseaux ainsi capturés.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les associations distribuent les bagues reçues parmi leurs membres, pour autant que ceux-ci répondent aux conditions prescrites à l'article 5, § 2 de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 et figurent sur les listes de baguage afférentes à l'approvisionnement 1997 et qui ont été renvoyées à temps par l'entremise des associations à l'inspecteur forestier de la division.

§ 2. Les associations doivent remettre avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année en question à l'inspecteur forestier de la division, une liste établie par province des personnes auxquelles elles ont remis des bagues.

Les noms et adresses de ces personnes sont indiquées sur ces listes ainsi que le nombre de bagues fournies et les endroits où ces personnes captureront les oiseaux.

**Art. 5.** Lorsqu'une personne capture un oiseau ou tente de le capturer, elle doit détenir une ou plusieurs bagues visées à l'article 2.

**Art. 6.** Chaque pinson sera baguée immédiatement après la capture avec une bague ouverte qui répond aux dispositions de l'article 2, § 2 du présent arrêté ou sera immédiatement remis en liberté s'il ne répond pas aux exigences imposées.

Chaque autre espèce d'oiseau capturée sera immédiatement remise en liberté.

**Art. 7.** Le transport des oiseaux capturés en vertu du présent arrêté, n'est autorisé que s'ils sont bagués conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 8.** Les bagues non utilisées accompagnées des listes de baguage sont renvoyées à l'inspecteur forestier de la division de cette région, suivant la procédure imposée par l'article 6, § 2 de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 pour le renvoi des listes de baguage.

#### CHAPITRE III. — *L'élevage*

**Art. 9.** Les associations sont tenues de stimuler au maximum l'élevage de pinsons auprès de leurs membres. A cette fin, elle mènent plusieurs campagnes de sensibilisation par an qui accentuent la nécessité de l'élevage et elles prennent les mesures nécessaires pour introduire et distribuer parmi leurs membres les techniques modernes d'élevage de pinsons.

**Art. 10.** Chaque association établit un règlement pour l'élevage de pinsons par ses membres ou par les personnes mandatées à cet effet.

Le règlement est soumis à l'approbation de la division.

Ce règlement fixe les modalités de l'élevage et du contrôle, du recueil et du traitement des résultats d'élevage.

Avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, les données visées au troisième alinéa sont transmises à l'inspecteur forestier de la division compétente pour la province où les oiseaux sont élevés.

Les fonctionnaires compétents de la division peuvent à tout moment, sur simple demande, assister à ces contrôles.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 septembre 1998.

Theo KELCHTERMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2516

[C - 98/27511]

#### 16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création de la Commission wallonne des marchés publics

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles, notamment son article 83, § 1<sup>er</sup>;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé une Commission wallonne des marchés publics, ci-après dénommée « la Commission », dont les membres sont nommés par le Gouvernement.

**Art. 2.** La Commission est chargée :

1° d'émettre un avis, à la demande d'un membre du Gouvernement, d'une direction générale, de ses services ou d'un pararéglional sur toute question non contentieuse en rapport avec l'application des dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

2° de formuler des propositions en vue d'harmoniser au sein des services du Gouvernement les pratiques administratives et les diverses problématiques concrètes qui pourraient surgir dans les compétences régionales en matière de marchés publics, notamment l'impact socio-économique de ces marchés publics;

3° de coordonner les points de vue et les interventions des représentants du Gouvernement au sein de la Commission des marchés publics instituée auprès des Services du Premier Ministre, ci-après dénommée « la Commission fédérale ».

**Art. 3.** La Commission a son siège à Namur.

**Art. 4.** La Commission est composée :

1° des membres effectifs et suppléants désignés par le Gouvernement pour siéger au sein de la Commission fédérale;

2° d'un membre représentant chaque direction générale des services du Gouvernement ne disposant pas d'un membre parmi ceux repris sub 1°.

En outre, pour les missions décrites à l'article 2, 1° et 2°, la Commission est élargie, pour autant que ses membres ou les organismes qu'ils représentent ne soient pas repris à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à :

1° un membre désigné par la section wallonne de l'Union des Villes et Communes;

2° un membre désigné par l'Union wallonne des Entreprises;

3° un membre désigné par la Confédération wallonne de la Construction;

4° deux membres désignés respectivement par la Confédération des syndicats chrétiens et la Fédération générale du Travail de Belgique;

5° un membre désigné par la Cour des comptes;

6° un membre ayant la qualité d'Inspecteur des finances désigné parmi les Inspecteurs des finances accrédités auprès du Gouvernement;

7° cinq membres désignés respectivement par l'Institut scientifique de Service public, la Société régionale wallonne du Logement, la Société régionale wallonne du Transport, la Société wallonne des Distributions d'Eau et la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures.

**Art. 5.** Un président, un vice-président et un secrétaire sont nommés parmi les membres de la Commission visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, par le Gouvernement.

**Art. 6.** Le mandat des membres de la Commission a la même durée que celle du mandat des membres de la Commission fédérale.

Ces mandats sont renouvelables.

Les remplaçants éventuels achèvent le mandat des membres auxquels ils succèdent.

**Art. 7.** La Commission adresse annuellement un rapport de ses activités au Gouvernement.

**Art. 8.** La Commission peut constituer en son sein des groupes de travail chargés de procéder à l'étude préparatoire de certaines questions particulières.

**Art. 9.** La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre-Président.

**Art. 10.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2516

[C — 98/27511]

#### 16. JULI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gründung eines Wallonischen Ausschusses für öffentliche Aufträge

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 83, § 1;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

**Artikel 1** - Ein Wallonischer Ausschuß für öffentliche Aufträge, nachstehend "der Ausschuß" genannt, dessen Mitglieder von der Regierung ernannt werden, wird gegründet.

**Art. 2** - Der Ausschuß nimmt folgende Aufgaben wahr:

1° Vergabe von Gutachten auf Anfrage eines Mitglieds der Regierung, einer Generaldirektion, einer ihrer Dienststellen oder einer pararegionalen Dienststelle über alle nichtstreitigen Fragen zur Anwendung von Gesetzes- und Durchführungsbestimmungen auf die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen;

2° Formulierung von Vorschlägen zur Abstimmung innerhalb der Dienststellen der Regierung von Verwaltungsverfahren und verschiedenen konkreten Problemstellungen, die innerhalb des regionalen Zuständigkeitsbereiches auf dem Gebiet der öffentlichen Aufträge auftreten könnten, insbesondere betreffend die Auswirkungen im sozialen und wirtschaftlichen Bereich dieser öffentlichen Aufträge;

3° Koordinierung von Standpunkten und Wortmeldungen der Regierungsvertreter bei der innerhalb der Dienststellen des Premierministers eingerichteten Kommission für die Öffentlichen Aufträge, nachstehend "die Föderalkommission" genannt.

**Art. 3** - Der Ausschuß hat seinen Sitz in Namur.

**Art. 4** - Der Ausschuß setzt sich zusammen aus:

1° effektiven Mitgliedern und Ersatzmitgliedern, die von der Regierung bezeichnet werden, um innerhalb der Föderalkommission zu tagen;

2° einem Mitglied pro Generaldirektion jener Dienststellen der Regierung, die nicht über einen Vertreter unter den in Punkt 1° erwähnten Mitgliedern verfügen.

Es sei denn, seine Mitglieder oder die Einrichtungen, die sie vertreten, wurden bereits in Absatz 1 angeführt, wird der Ausschuß zur Ausführung der in Artikel 2, 1° und 2° angeführten Aufgaben erweitert auf:

1° einen von der wallonischen Sektion der "Union des Villes et Communes" (Union der Städte und Gemeinden) bezeichneten Vertreter;

2° ein von der "Union wallonne des Entreprises" (Wallonischer Unternehmerverband) bezeichnetes Mitglied;

3° ein von der "Confédération wallonne de la Construction" (Wallonischer Verband des Baugewerbes) bezeichnetes Mitglied;

4° zwei Mitglieder, die jeweils von der "Confédération des Syndicats chrétiens" (Allgemeiner Christlicher Gewerkschaftsverband) und der "Fédération générale du Travail de Belgique" (Allgemeiner Belgischer Arbeitnehmerverband) bezeichnet werden;

5° ein vom Rechnungshof bezeichnetes Mitglied;

6° ein Mitglied, das in seiner Eigenschaft als Finanzinspektor unter den den bei der Regierung akreditierten Finanzinspektoren bezeichnet wird;

7° fünf Mitglieder, die jeweils durch das "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes), die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), die "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische regionale Verkehrsgesellschaft), die "Société régionale wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) und die "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) bezeichnet werden.

**Art. 5** - Ein Vorsitzender, ein stellvertretender Vorsitzender und ein Sekretär werden unter den Mitgliedern des in Artikel 4, Absatz 1, 1° erwähnten Ausschusses von der Regierung bezeichnet.

**Art. 6** - Das Mandat der Ausschußmitglieder hat die gleiche Dauer, wie das der Mitglieder der Föderalkommission.

Die Mandate sind erneuerbar.

Die Ersatzmitglieder führen das Mandat der Mitglieder, die sie ggf. ersetzen, zu Ende.

**Art. 7** - Der Ausschuß übermittelt der Regierung jährlich einen Tätigkeitsbericht.

**Art. 8** - Der Ausschuß kann Arbeitsgruppen bilden, mit der Aufgabe, eine Vorstudie zu spezifischen Fragen durchzuführen.

**Art. 9** - Der Ausschuß legt seine Geschäftsordnung fest und unterbreitet sie dem Minister-Vorsitzenden zur Genehmigung.

**Art. 10** - Der Minister-Vorsitzende wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2516

[C - 98/27511]

**16 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
tot oprichting van de Waalse Commissie voor de Overheidsopdrachten**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 1;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een Waalse Commissie voor de Overheidsopdrachten opgericht, hierna "de Commissie" genoemd, waarvan de leden door de Regering worden benoemd.

**Art. 2.** De Commissie heeft tot taak :

1° advies uit te brengen op verzoek van een lid van de Regering, van een algemene directie, haar diensten of een pararegionale instelling, over iedere aangelegenheid waarover geen geschil bestaat in verband met de toepassing van de wettelijke en verordeningsbepalingen die de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten regelen;

2° voorstellen te doen om de administratieve praktijken binnen de diensten van de Regering op elkaar af te stemmen alsook de concrete probleemstellingen die binnen de gewestelijke bevoegdheden zouden kunnen ontstaan inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder de sociaal-economische weerslag van die overheidsopdrachten;

3° de standpunten en de acties van de afgevaardigden van de Regering te coördineren binnen de bij de Diensten van de Eerste Minister opgerichte Commissie voor de Overheidsopdrachten, hierna "de federale Commissie" genoemd.

**Art. 3.** De zetel van de Commissie is in Namen gevestigd.

**Art. 4.** De Commissie is samengesteld uit :

1° de door de Regering aangewezen leden en plaatsvervangende leden die binnen de federale Commissie zitting hebben;

2° één lid dat iedere algemene directie van de diensten van de Regering vertegenwoordigt en dat niet tot de sub 1° opgenomen leden behoort.

Bovendien wordt de Commissie verruimd voor de in artikel 2, 1° en 2°, bepaalde opdrachten voor zover haar leden of de instellingen die ze vertegenwoordigen niet in het eerste lid opgenomen zijn. In dit geval bestaat ze ook uit :

1° één lid aangewezen door de Waalse afdeling van de Vereniging van Steden en Gemeenten;

2° één lid aangewezen door de "Union wallonne des Entreprises";

3° één lid aangewezen door de "Confédération wallonne de la Construction" (Waalse Confederatie van het Bouwbedrijf);

4° twee leden respectievelijk aangewezen door het Algemeen Christelijk Vakverbond en het Algemeen Belgisch Vakverbond;

5° één lid aangewezen door het Rekenhof;

6° één lid die de hoedanigheid van Inspecteur van Financiën heeft, aangewezen uit de bij de Regering geaccrediteerde Inspecteurs van Financiën;

7° vijf leden respectievelijk aangewezen door het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut), de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij), de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij) en de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur).

**Art. 5.** Een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris worden door de Regering benoemd uit de leden van de in artikel 4, eerste lid, 1°, bedoelde Commissie.

**Art. 6.** Het mandaat van de leden van de Commissie heeft dezelfde duur als dat van de leden van de federale Commissie. Deze mandaten kunnen vernieuwd worden. De eventuele vervangers voleindigen het mandaat van de leden die ze opvolgen.

**Art. 7.** De Commissie bezorgt de Regering ieder jaar een jaarverslag.

**Art. 8.** De Commissie kan in zijn midden werkgroepen samenstellen die belast zijn met de voorafgaande studie van bijzondere aangelegenheden.

**Art. 9.** De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Minister-President voor.

**Art. 10.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 9 du dispositif du décret du 17 décembre 1997 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1998;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;